Environnement

Contexte commercial

Chine continentale

En Chine, la détérioration de l'environnement est un problème grave et onéreux. On estime que le coût de la dégradation de l'énergie et de la pénurie de ressources représente de 8 à 12 % environ du PIB du pays, soit à peu près 77 milliards de dollars américains, alors que les dépenses consacrées à la protection de l'environnement en 1998 ne figuraient que pour 1,02 % de son PIB (soit 9,6 milliards de dollars américains). Ces dernières années, la position du public à l'égard de la protection de l'environnement a vraiment changé. Ce facteur, conjugué au coût économique élevé de la détérioration de l'environnement, a incité les dirigeants chinois à choisir une approche individualisée pour s'attaquer au problème. Cette approche, souvent appelée politique 3-3-2-1, s'inscrit dans la stratégie de développement économique que la Chine a adoptée dans le cadre du Neuvième Plan quinquennal (période de 1996 à 2000). Elle se concentre sur les efforts entrepris par la Chine afin de dépolluer trois lacs (Tai, Chao et Dianchi), trois rivières (Huai, Hai et Liao), deux zones de lutte contre les pluies acides et une ville (Beijing). En outre, le gouvernement encourage de plus en plus le développement accru des régions de l'intérieur, dont beaucoup comptent parmi les zones les plus polluées du pays.

La législation en matière de protection de l'environnement est assez complète. Elle comprend des lois visant la pollution de l'eau, la pollution atmosphérique, la pollution sonore, la pollution marine et les déchets solides, ainsi qu'un vaste éventail de règlements promulgués dans les années 1980 et 1990. Par ailleurs, l'application de ces mesures législatives demeure problématique, car les lois établies par l'organe central sont mises à exécution par les administrations locales qui répugnent souvent à fermer des usines ou à imposer des amendes à des établissements dont elles tirent profit.



La Banque mondiale estime que la Chine aura besoin de 100 milliards de dollars d'investissements dans l'infrastructure pour la conservation, le traitement et l'assainissement des eaux entre 1995 et 2005.

Les IFI telles que la Banque mondiale (BM), la Banque asiatique de développement (BAD) et divers organismes des Nations Unies engagent chaque année des sommes considérables pour aider la Chine à maintenir une croissance durable. L'assistance bilatérale au développement, notamment dans le cadre du Fonds pour la coopération économique d'outre-mer du Japon, contribue aussi aux efforts de la Chine en vue d'assainir son environnement. La Chine estime qu'elle recevra, en 1999 et 2000, environ 2,86 milliards de dollars américains de la BM, de la BAD et du Fonds pour la coopération économique d'outre-mer du Japon. Toutefois, même des prêts importants en provenance de ces organismes multilatéraux et bilatéraux ne suffiront pas à répondre aux besoins de la Chine, laquelle devra donc se tourner de plus en plus vers le secteur privé pour payer le coût des immobilisations.

Hong Kong

L'accroissement démographique rapide, l'activité économique intense et le développement massif de l'infrastructure se sont soldés par une dégradation préoccupante de l'environnement à Hong Kong. Chaque jour, Hong Kong produit environ 40 000 tonnes de déchets urbains et de construction, 2 millions de tonnes d'eaux d'égout et d'eaux usées, une pollution atmosphérique importante causée principalement par les gaz d'échappement des diesels et d'autres déchets résultant des activités industrielles, commerciales et ménagères.

Dans son allocution de 1997, le chef de l'exécutif de Hong Kong a répété que « l'amélioration de la qualité de l'environnement est aussi essentielle que la croissance économique ». Le gouvernement a agi rapidement et investi des sommes considérables pour faire de Hong Kong une ville plus propre. On a entrepris un projet pilote pour convertir les véhicules du parc de taxis du diesel au gaz de pétrole liquéfié. Un plan décennal de 211 millions de dollars est en place afin de réduire, réutiliser et recycler les déchets. Plus de 2,3 millions de dollars seront consacrés à des programmes de traitement des eaux d'égout au cours des cinq prochaines années.

Bien que Hong Kong constitue en soi un marché potentiel pour les fournisseurs d'équipement et d'expertise en matière environnementale, il s'agit aussi d'une importante voie d'accès à l'énorme marché continental pour les projets d'infrastructure environnementale. Les entreprises canadiennes font toutefois face à une vive concurrence du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Europe et de l'Australie.

Pour réussir sur ce marché, les sociétés canadiennes doivent assurer une présence constante sur place en travaillant en collaboration étroite avec des entreprises locales. Les Canadiens doivent soit jouer le rôle de sous-traitants ou de partenaires étrangers (dans le cas des experts-conseils), soit avoir recours à des distributeurs ou à des agents (dans le cas des fournisseurs d'équipement). De plus en plus, il est essentiel de faire preuve d'expertise en matière de négociation et d'offrir un montage de financement pour les grands projets.

Débouchés

En Chine, les pouvoirs publics demeurent les principaux utilisateurs d'équipement et de services de protection de l'environnement. Viennent ensuite les sociétés appartenant à l'État, les coentreprises et les bénéficiaires d'une aide étrangère en provenance de la BM, de la BAD, des Nations Unies et d'autres organismes bilatéraux.

Eau: Étant donné que 80 % des eaux usées déversées en Chine ne sont pas traitées, 82 % des cours d'eau du pays sont pollués. Sur un total de 668 villes, 300 disposent d'un approvisionnement insuffisant en eau et 120 sont classées dans la catégorie des agglomérations urbaines souffrant d'une pénurie grave. Soixante millions de personnes ne disposent pas d'assez d'eau propre pour la consommation quotidienne. Comme seulement 153 villes possèdent une installation quelconque de traitement des eaux usées, le taux de traitement, en 1996, n'a été que de 11 %, dont plus de 70 % se composaient d'effluents industriels. Il existe des débouchés pour les sociétés canadiennes possédant la technologie requise dans le domaine de l'équipement de traitement des eaux d'égout et industrielles. En ce qui a trait à l'équipement, les entreprises devraient se concentrer sur la technologie destinée à la lutte contre certains polluants dans des secteurs tels que les papeteries ainsi que les usines de produits chimiques, de colorants et de peinture. La demande d'instruments de surveillance et d'analyse de l'environnement devrait également augmenter. Il existe en outre des possibilités pour les PME dans le domaine des projets de construction de nouveaux logements et hôtels qui comprennent l'achat de leurs propres installations de traitement des eaux.

Air : La Chine dépend du charbon à haute teneur en soufre pour sa production d'énergie, les centrales au charbon fournissant environ 80 % de la production nationale d'électricité. Le secteur de l'électricité et les

chaudières industrielles à charbon se classent respectivement au premier et au deuxième rangs des principaux pollueurs. La Chine est donc le plus grand producteur d'anhydride sulfureux au monde. En même temps, l'émission de particules produites par l'industrie a également augmenté de façon spectaculaire, et les gaz d'échappement des automobiles deviennent une source importante de pollution atmosphérique dans les villes plus développées comme Beijing, Shanghai, Guangzhou et Tianjin. La Chine reconnaît le besoin d'améliorer la qualité de son air et a adopté diverses mesures, notamment l'usage répandu d'équipement de désulfuration des gaz de combustion dans les centrales électriques; de dépoussiéreurs électriques; de technologie de combustion plus propre du charbon; de matériel de surveillance de l'environnement.

La réduction des gaz d'échappement est une autre priorité du programme réalisé par la Chine pour lutter contre la pollution atmosphérique. Tous les nouveaux véhicules doivent utiliser de l'essence sans plomb d'ici l'an 2000 et tous les véhicules existants doivent être munis d'un dispositif antipollution. Plus précisément, les technologies de l'automobile relatives à la conversion des véhicules à un carburant de remplacement sont très en demande dans des villes comme Beijing, Shanghai et Chongqing, ainsi que dans les provinces de Guangdong, Sichuan et Fujian.

La Chine, qui occupe le deuxième rang quant à l'émission de gaz carbonique, offre d'importants débouchés pour l'application de technologies visant à réduire les gaz à effets de serre.

(en millions de tonnes) États-Unis 5 301,0 Chine 3 363,5 Fédération de Russie 1 579,5 Japon 1 167,7

Émissions de dioxyde de carbone, 1996

Allemagne 861,2
Royaume-Uni 557,0
Canada 409,4

997,4

Inde

Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement (1999)

